

ARCHIVES

départementales et métropolitaines

325 J - Union viticole du Beaujolais -

Instances.

325J 1-325J15

1888-2008

Auteur : Anne Mingous

Introduction

Zone d'identification

Cote :

325J 1-325J15

Date :

1888-2008

Auteur :

Anne Mingous

Description du profil :

Nom de l'encodeur :

Langue :

Origine :

Union viticole du Beaujolais

Biographie ou Histoire :

Les syndicats professionnels sont créés par la loi Waldeck ROUSSEAU du 21 mars 1884. En Beaujolais, le premier syndicat agricole naît à Belleville sous la forme cantonale le 22 décembre 1887. Cette initiative sera suivie par le canton de Beaujeu (Haut-Beaujolais) le 7 janvier 1888 puis par celui du Bois-d'Oingt le 9 février 1888. Enfin, le 27 mars 1888, le syndicat regroupant les cantons de Villefranche et Anse voit le jour.

Sous l'impulsion d'Émile Duport, ces quatre syndicats de la région beaujolaise se réunissent et créent « l'Union beaujolaise des syndicats agricoles » le 30 mai 1888, un an avant l'Union du Sud-Est à laquelle elle adhèrera.

L'Union beaujolaise des syndicats agricoles est le fruit de la volonté d'agriculteurs et viticulteurs désireux de se rassembler dans le but d'être davantage visibles et d'apporter une aide supplémentaire à leurs adhérents, surtout dans le contexte de crise du phylloxéra.

Ses attributions augmentent au fur et à mesure du temps jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. D'abord occupée à relier les adhérents de chaque syndicat notamment au moyen du bulletin de l'Union beaujolaise, elle s'emploie également à faciliter l'approvisionnement des produits nécessaires à la viticulture et apporter une aide sociale et éducative aux adhérents.

Le régime de Vichy, avec la loi du 2 décembre 1940, instaure la « Corporation nationale paysanne » ou « Corporation paysanne » avec sections spécialisées. Organisme unique, elle rassemble l'ensemble des structures agricoles d'avant-guerre, aussi bien syndicales que patronales, y compris les sociétés de crédit et d'assurance œuvrant dans le domaine agricole. Ce syndicat unique regroupe l'ensemble des catégories sociales (propriétaires, fermiers, métayers, salariés). Au fil du conflit, cette organisation devient, malgré le refus des syndicats, une véritable structure d'encadrement du monde agricole, notamment pour l'application de la politique de rationnement. Cette confusion des rôles divise les syndicats agricoles, dont certains soutiennent le pouvoir en place et d'autres le contestent.

Ces contestations ne sont pas oubliées en 1944. Une ordonnance du gouvernement d'Alger du 26 juillet 1944 rétablit l'application de la loi de 1884. L'ordonnance du 12 octobre 1944, dans son article 11, restreint le rétablissement de cette loi pour les milieux agricoles : « À titre provisoire, toute création, reconstitution reprise ou continuation d'activité à l'échelon départemental de syndicats agricoles ou d'union de ces différents organismes, de groupements agricoles publics ou privés est soumise à une autorisation préfectorale après avis du Comité départemental d'action agricole ».

La liberté syndicale est finalement rétablie le 12 mars 1946.

La Confédération générale agricole (CGA), créée en 1943 pour s'opposer à la Corporation paysanne, devient une organisation syndicale agricole en mars 1945. Elle a pour objectif un modèle d'organisation unitaire regroupant toutes les familles de l'agriculture (syndicats agricoles, mouvements mutualistes et coopératifs, syndicats de salariés). Fermement soutenue par le ministère de l'Agriculture, elle entend impulser un vaste programme de réformes et de modernisation de l'agriculture. Dans le cadre de la CGA, il avait été prévu de reconstituer une fédération nationale syndicale que sera la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) créée en 1946.

Lorsque les élections libres sont rétablies, la plupart des anciens dirigeants syndicaux, dirigeants de la Corporation, sont réélus et remettent en place la structuration communale d'avant 1940. Au sein de la FNSEA, on assiste donc à une structuration syndicale à 3 niveaux : communale, cantonale et nationale. Le système comporte des sections spécialisées : laitière, maraîchère, fruitière, viticole, etc.

En parallèle à ces changements du paysage syndical, l'Union beaujolaise perdure toujours. Timidement active, elle a traversé le second conflit mondial mais les querelles syndicales l'ont affectée. L'Union du Sud-Est des syndicats agricoles, à laquelle l'Union beaujolaise est affilié, est sous séquestre. Il apparaît donc raisonnable d'envisager une nouvelle structure.

Il est alors envisagé la création d'une section viticole beaujolaise au sein de la FNSEA. Les présidents des quatre associations professionnelles représentatives (Fédération des syndicats de défense du Beaujolais, Union beaujolaise des syndicats agricoles, Fédération des caves coopératives du Beaujolais et Fédération des distilleries coopératives du Beaujolais) se réunissent. Un projet de statuts est discuté et une assemblée générale constitutive est convoquée le 12 février 1945. Sont conviés le président ou son délégué des syndicats locaux des cinq cantons beaujolais, plus les syndicats communaux de Chambost-Allières, l'Arbresle, Bully, Nuelles, Saint-Germain-de-Popey et Saint-Romain-de-Popey, un certain nombre de personnalités diverses dont les présidents de la Fédération des caves coopératives, de la Fédération des distilleries coopératives et le représentant du directeur des services agricoles du Rhône. L'objet de cette assemblée est de se prononcer soit sur le retour au stade d'avant-guerre où plusieurs groupements de tendances diverses réunissaient les agriculteurs, soit sur la réalisation d'une union de tous les viticulteurs dans une association professionnelle unique. L'union fut décidée et l'Union viticole du Beaujolais fut constituée. En raison de la période troublée d'un point de vue administratif, la déclaration d'association de l'Union viticole ne fut reçue à la sous-préfecture de Villefranche que le 18 avril 1946 avec l'objet suivant : « défense des producteurs des vins et eaux de vie à appellation contrôlée ».

L'Union beaujolaise perdure jusqu'en 1951, continuant à rassembler agriculteurs et viticulteurs mais la question est posée régulièrement de sa dissolution.

L'Union viticole perdure quant à elle jusqu'à la fin de l'année 2015. L'UVB, créée pour fédérer les viticulteurs du beaujolais représentant les douze appellations d'origine protégée, assurait la gestion technique de l'ensemble de ces appellations ainsi qu'un certain nombre de services. Elle était constituée de représentants de différentes organisations syndicales et de la chambre d'agriculture. Enfin, elle assurait la représentation des deux organismes de défense et de gestion (ODG) du Beaujolais (celui des crus et celui des Beaujolais-Beaujolais village) à l'interprofession « Inter Beaujolais » et auprès d'autres interprofessions, notamment celle de Bourgogne. Des projets de rapprochement, notamment avec la Fédération régionale des grands crus de Bourgogne, ont été envisagés sans pour autant qu'ils se concrétisent.

En décembre 2014, l'ODG des crus décide de se retirer de l'UVB. Pour autant, l'UVB est toujours considérée comme l'interlocuteur d'Inter Beaujolais jusqu'en décembre 2015. En effet, l'assemblée générale du 7 décembre 2015 a modifié profondément les statuts de l'UVB qui devient alors une structure de moyens dénommée « Commission commerciale viticole » (CCV), chargée d'accompagner les viticulteurs dans leur démarches administratives, promotionnelles et de leur apporter des conseils.

Histoire de la conservation :

Le fonds était conservé dans les locaux de l'Union viticole du Beaujolais situés au 210 Boulevard Vermorel à Villefranche-sur-Saône.

Suite à la disparition de l'UVB, les registres ont été conservés par la Commission commerciale viticole.

Modalités d'entrée :

Dépôt.

Zone du contenu et de la structure

Présentation du contenu :

Ce fonds est constitué quasi exclusivement de registres de comptes rendus des réunions d'instances.

Certaines années sont lacunaires, notamment les sept dernières années d'existence de l'UVB. Les années manquantes n'ont pas été retrouvées dans les locaux de la Commission commerciale viticole.

Bien que peu volumineux, ce fonds présente un très grand intérêt à bien des égards. D'une part, il est un témoin du début du syndicalisme agricole dans le département du Rhône. Il renseigne donc sur les stratégies d'entraide et de défense mises en œuvre : achats groupés, assurances contre les calamités agricoles et sociales, œuvres sociales (rentes, allocations). Les comptes rendus mettent en lumière l'évolution de la situation agricole et viticole dans le département et plus largement au niveau national, la politique agricole, les marchés, la naissance des appellations d'origine. Plus spécifiquement, ce fonds est d'un très grand intérêt pour appréhender le phénomène du « Beaujolais nouveau » qui a permis au Beaujolais de sortir de l'anonymat mais a contribué aussi à assombrir son image à partir des années 1990.

Évaluation, tris, et éliminations, sort final :

Aucune élimination n'a été opérée.

Mode de classement :

Le plan de classement a été organisé autour de deux parties : les archives directement produites par l'UVB et les registres provenant des différents syndicats gravitant autour de l'UVB, rassemblés ici sous le vocable de « syndicats alliés ».

Zone des conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès :

Conformément aux prescriptions de l'association, l'intégralité du fonds est librement communicable.

Conditions d'utilisation :

Conformément au règlement de la salle de lecture.

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques :

Les documents sont sur papier.

Zone des sources complémentaires

Documents en relation :

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon :

Fonds privés :

162 J : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Rhône (1940-2000)

163 J : Union du Sud-Est (1887-1994).

174 J : Maison Pasquier-Desvignes (1869-1921). [Négociant en vins du Beaujolais]

193 J : Fonds Briante (1605-1990).

328 J : Syndicat agricole et viticole de Villefranche-Anse.

Archives orales :

Fonds de témoignages oraux sur la viticulture et le vin dans le Beaujolais (deuxième moitié du XXe siècle-début XXIe siècle) : 1 AV

Bibliographie :

CORDELLIER, Serge, LE GUEN, Roger, « Organisations professionnelles agricoles : histoire et pouvoirs », *Pour*, vol. 196-197, n°1, 2008, pp. 64-79. URL : <https://www.cairn.info/revue-pour-2008-1-page-64.htm>.

REBUT, André, Cinquantenaire de l'Union viticole du Beaujolais, Union viticole du Beaujolais, Villefranche-sur-Saône, 1995.

Répertoire

325J1-8 Union viticole du Beaujolais.

1945-2008

325J1-7 Instances.

1949-2008

Comptes rendus des réunions du bureau, du conseil d'administration et des assemblées générales, listes d'émargement, documents présentés en séance.

325J1 Manquant.

325J2 24 janvier 1949-2 septembre 1957.

1949-1957

Documents numérisés : 154 documents :
154 images

325J3 2 septembre 1957- 17 mai 1965.

1957-1965

Documents numérisés : 153 documents :
153 images

325J4 31 mai 1965-24 janvier 1972.

1965-1972

Documents numérisés : 148 documents :
148 images

325J5 12 février 1972-1er août 1991.

1972-1991

Documents numérisés : 904 documents :
904 images

325J6 9 septembre 1991-16 décembre 1999.

1991-1999

Documents numérisés : 1149 documents :
1149 images

325J7 24 janvier 2000-7 janvier 2008.

2000-2008

Documents numérisés : 1345 documents :
1345 images

325J8 Élections.

1945

Documents numérisés : 14 documents :
14 images

Présentation du contenu :

Liste de votants, résultat des élections de l'assemblée générale constitutive, lettres de désignation des représentants communaux.

325J9-15 Syndicats alliés.

1888-1984

325J9-14 Union beaujolaise.

1888-1951

Présentation du contenu :
Registres de comptes rendus de séance.

325J9 30 mai 1888-17 janvier 1898.

1888-1898

Documents numérisés : 103 documents :
103 images

325J10 20 janvier 1898-20 juin 1904.

1898-1904

Documents numérisés : 93 documents :
93 images

325J11 18 juillet 1904-18 juillet 1910.

1904-1910

Documents numérisés : 102 documents :
102 images

325J12 19 septembre 1910-15 décembre 1919.

1910-1919

Documents numérisés : 156 documents :
156 images

325J13 16 décembre 1929-12 octobre 1936.

1929-1936

Documents numérisés : 205 documents :
205 images

325J14 23 novembre 1936-17 septembre 1951.

1936-1951

Documents numérisés : 43 documents :
43 images

325J15 Fédération régionale des grands crus du Beaujolais.

1961-1984

Documents numérisés : 104 documents :
104 images
Présentation du contenu :
Registre de comptes rendus de séance.
